



## **La Cinémathèque des Cinéastes**

Association régie par la loi de 1901

Siège social : 68 boulevard de Sébastopol

75003 PARIS

**Inscrite au RNA sous le numéro W751225729**

### **Procès-verbal de l'Assemblée Générale du 28 juin 2023**

L'an deux mille vingt-trois,

Le 28 juin,

à seize heures,

Les membres de l'association La Cinémathèque des cinéastes se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, à l'Association MIJE Marais, 6 rue de Fourcy, 75004 Paris, sur convocation de la Présidente.

Il a été établi une feuille d'émargement, signée par les membres présents en leur nom propre ou en tant que mandataire. Celle-ci figure en annexe du présent procès-verbal.

#### **Sont présents :**

En tant que Membres Réalisateurs Fondateurs

Madame Pascale FERRAN, Présidente de l'Association

Monsieur Laurent CANTET, Vice-Président de l'Association

Monsieur Cédric KLAPISCH, Trésorier de l'Association, en visioconférence

Pour la société Le Meilleur du Cinéma

Monsieur Denis CAROT, Président de la société Le Meilleur du Cinéma

Pour la société ARTE France

Madame Agnès LANOË, Directrice Prospectives et développements transverses et Administratrice de l'Association, en visioconférence

Pour l'ARP

Monsieur Michel HAZANAVICIUS, Président de l'ARP et Administrateur de l'Association

Pour la société GAUMONT

Monsieur Jérôme SOULET, Directeur du Catalogue

Pour le CENTRE POMPIDOU

Madame Judith REVAULT D'ALLONNES, Responsable des Cinémas

Pour La Cinémathèque Royale de Belgique,

Madame Céline BROUWEZ, Programmatrice au sein de La Cinémathèque Royale de Belgique

Madame Rebecca ZLOTOWSKI

Monsieur Patrick SOBELMAN

Madame Sophie VOISIN, Membre d'Honneur

Monsieur Jean-Yves BLOCH, Membre d'Honneur

L'Assemblée est présidée par Madame Pascale FERRAN, Présidente de l'association.

Elle est assistée d'un secrétaire de séance, Monsieur Laurent CANTET, Vice-président de l'Association.

Monsieur Michel HAZANAVICIUS a été désigné comme scrutateur.

**Sont absents et représentés :**

Monsieur Alain ROCCA, Membre fondateur et Secrétaire Général de l'Association, ayant donné pouvoir à Madame Pascale FERRAN

Monsieur Franck LOIRET, Directeur Délégué de la Cinémathèque de Toulouse, ayant donné pouvoir à Madame Pascale FERRAN

Monsieur Laurent VALLET, Président de l'INA, ayant donné pouvoir à Madame Pascale FERRAN

Madame Juliette HOCHART, Directrice du Catalogue à STUDIOCANAL, ayant donné pouvoir à Monsieur Jérôme SOULET

Monsieur Frédéric BONNAUD, Directeur de la Cinémathèque Française, ayant donné pouvoir à Madame Pascale FERRAN

Monsieur Rainer ROTHER, Directeur artistique de la Deutsche Kinemathek, ayant donné pouvoir à Madame Judith REVAULT D'ALLONNES

Madame Florence KELLER, Responsable du service diffusion, ventes et acquisition de l'Agence du Court-Métrage, ayant donné pouvoir à Madame Pascale FERRAN

Monsieur Bertrand BONELLO, ayant donné pouvoir à Madame Pascale FERRAN

**Sont absents et non représentés :**

Pour la société LOBSTER FILMS, Monsieur Serge BROMBERG

Monsieur Olivier ASSAYAS

La majorité des membres étant présents ou représentés. L'Assemblée peut valablement délibérer.

L'ordre du jour est rappelé par la Présidente :

- Approbation des comptes 2022 de l'Association
- Approbation du budget prévisionnel 2023 et de la rémunération de la Présidente
- Election du Conseil d'Administration
- Développements à venir : étude des pistes de rapprochement avec d'autres sociétés et possibilité d'un changement de modèle ; lancement d'une offre par abonnement augmentée à la rentrée 2023
- Points divers

- Pouvoirs pour formalités

Les documents suivants ont été adressés à chacun des membres en accompagnement des convocations :

- le rapport moral de la Présidente ;
- le rapport financier du Trésorier ;
- le rapport du Commissaire aux comptes,
- le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
- le budget prévisionnel 2023.

La Présidente met également à la disposition de l'Assemblée :

- la feuille de présence ;
- un exemplaire des Statuts ;
- et la liste des membres.

La Présidente remercie chacun des membres pour leur présence et souhaite la bienvenue aux nouveaux membres : Rebecca Zlotowski, réalisatrice, et Patrick Sobelman, producteur, tous deux membres personne physique. S'ensuit un tour de table de présentation.

La Présidente procède ensuite à la lecture de son Rapport moral, rendant compte de l'activité de l'Association sur l'exercice écoulé. Puis Cédric Klapisch, Trésorier de l'Association, expose le rapport financier qui présente les comptes 2022 tels qu'arrêtés par les Commissaires aux comptes, et validés par le Conseil d'administration.

Après la lecture du rapport, Jean-Yves Bloch interroge la gouvernance sur la différence de 206 000€ entre l'exercice de 2021 et celui de 2022 dans la catégorie « autres achats et charges externes » du compte de résultat. Jean-Baptiste Viaud explique qu'elle provient principalement d'un échange de factures non encaissées relatives à la valorisation d'un partenariat avec Télérama.

La Présidente explique ensuite que les aides exceptionnelles obtenues en 2023 permettent de résorber en partie les pertes cumulées de 2021 et 2022, même s'il manque encore environ 100 000 euros pour absorber le déficit de trésorerie qui pourrait survenir fin 2023. La situation n'est cependant plus aussi urgente qu'auparavant, et l'Association peut désormais prendre le temps d'étudier sereinement les pistes de rapprochement ainsi que celles de changement de modèle. La Présidente insiste néanmoins sur la vraie nécessité de pérenniser un modèle encore trop fragile.

La Présidente présente ensuite le budget prévisionnel 2023, proche de celui de l'exercice précédent. Jean-Baptiste Viaud explique les quelques augmentations : l'accent mis sur certains postes techniques relatifs au développement de la nouvelle offre ; l'augmentation des acquisitions pour alimenter le catalogue SVOD ; et celle du poste marketing pour la mise en place d'une campagne promotionnelle significative. Ces éléments, accompagnés de l'augmentation du prix de l'abonnement, laissent espérer une forte croissance sur le dernier trimestre de l'année, permettant ainsi à l'Association d'atteindre l'équilibre financier pour l'année 2023.

Jérôme Soulet salue la prudence de ce budget et sa cohérence avec la nouvelle offre. Il demande ensuite quelques précisions concernant le calcul des abonnés sur le dernier trimestre. La Présidente explique qu'actuellement, les abonnés sont au nombre de 12 000 environ, et qu'on peut raisonnablement tabler sur 16 000 abonnés d'ici décembre. Elle rappelle que durant les années de forte croissance, les recettes de décembre pouvaient représenter jusqu'à 40% du chiffre d'affaires annuel.

Sophie Voisin s'inquiète des désabonnements que pourrait susciter cette hausse de prix de l'abonnement, mais Laurent Cantet rappelle l'engouement qu'avait suscité l'offre SVOD à son lancement, et les résultats rassurants d'un sondage lancé en 2022 auprès de près de 6 000 utilisateurs. Pour lui, les risques de désabonnement sont marginales.

Pour conclure sur le budget, le Délégué Général ajoute que l'aide automatique du CNC, à laquelle LaCinetek est nouvellement éligible, devrait permettre d'obtenir entre 30 000 et 50 000€ par an, somme qui n'a pas été intégrée au budget.

La Présidente annonce ensuite la décision du Conseil d'Administration de fixer sa rémunération pour l'année 2023 à 25 000€, comme les années précédentes.

La Présidente propose ensuite de passer à l'élection du nouveau Conseil d'Administration.

Elle rappelle que les statuts stipulent que c'est au Conseil d'Administration actuellement en place de déterminer le nombre de postes à pourvoir pour le suivant. Compte tenu de la multiplicité des sujets abordés, il apparaît nécessaire d'avoir des points de vue variés et complémentaires. Ainsi, l'actuel Conseil d'Administration a décidé de porter le prochain Conseil d'Administration à neuf membres, le maximum autorisé par les statuts, soit quatre membres de droit et cinq membres élus.

Cinq candidatures ont été déposées : Michel Hazanavicius et Agnès Lanoë, déjà membres actuels, ainsi que Judith Revault d'Allonnes, Patrick Sobelman et Rebecca Zlotowski.

La Présidente donne la parole aux candidats. Michel Hazanavicius souligne la convivialité et l'ouverture du Conseil ; Agnès Lanoë rejoint la Présidente sur l'intérêt des points de vue divers, compte tenu de la complexité des réflexions ; Judith Revault d'Allonnes salue la richesse des échanges ; Patrick Sobelman souligne son attachement à LaCinetek, son importance dans le marché de la VOD et le caractère unique de son concept ; Rebecca Zlotowski exprime sa foi en LaCinetek et ce qu'elle défend, et se dit désireuse d'apporter sa pierre à l'édifice.

La Présidente remercie chacun des candidats et se félicite de la diversité et de la richesse du futur Conseil d'Administration.

La Présidente résume ensuite les réflexions, actuellement en cours, de rapprochement avec d'autres structures et les questions qu'elles suscitent. Elle rappelle que l'enjeu réside principalement dans la prise en charge de certains coûts techniques, en particulier les mises à jour régulières auxquelles LaCinetek doit faire face, qui engendrent des coûts disproportionnés. Elle rappelle les pistes envisagées.

D'une part, l'INA a proposé d'intégrer plusieurs strates de LaCinetek sur leur site, produisant de fait une sorte d'absorption de la marque par *madelen* ce qui a suscité une forte opposition lors de l'Assemblée Générale précédente, puis au sein du Conseil d'Administration. Ont été soulignés par les uns ou les autres, une porosité entre cinéma et audiovisuel jugée malvenue, le risque d'une perte de singularité de LaCinetek, ainsi que l'aspect institutionnel de *madelen* et les lourdeurs qui peuvent en résulter. Ces arguments ont conduit le CA à refuser cette proposition. En revanche, le Conseil se dit prêt à explorer d'autres hypothèses : soit celle d'un site commun ouvrant sur deux corners distincts pour chacune des marques, soit la conservation de deux sites distincts, mais avec une migration technique de LaCinetek sur la marque blanche utilisée par *madelen* (via la solution technique de VOD Factory), les deux propositions pouvant permettre une certaine mutualisation des coûts techniques. La Présidente a transmis cette contre-proposition à Laurent Vallet, qui devrait donner une réponse sous peu.

D'autre part, UniversCiné a proposé d'explorer une mutualisation des coûts importants, notamment de personnels et de frais techniques via leur solution technique qui porte la plateforme Sooner, en plus d'une mutualisation déjà en vigueur d'achats de droits avec les majors américaines. Denis Carot rappelle la proximité historique entre les deux plateformes et les difficultés financières qu'elles rencontrent toutes deux. Ainsi, un rapprochement lui apparaît naturel et nécessaire. Pour déterminer la viabilité de ce projet, un audit aux frais d'UniversCiné a été proposé par Denis Carot, et accepté par le Bureau de l'Association. Il devrait être lancé prochainement.

Laurent Cantet s'interroge sur le gain qu'il pourrait y avoir concernant les coûts techniques, dès lors qu'UniversCiné et LaCinetek resteraient sur deux sites distincts avec leur personnalité propre. Jérôme

Soulet demande qui est à l'origine de la technologie Sooner : Denis Carot explique qu'elle n'a pas été développée par UniversCiné mais par une société allemande, ContentScope, qui au capital du Meilleur du Cinéma, et qu'elle est utilisée par les plateformes étrangères (Allemagne et Benelux) du groupe. Patrick Sobelman demande si une telle mutualisation supposerait des locaux communs, ce à quoi la Présidente répond que cela ne serait pas une obligation, même si une certaine proximité pourrait être bienvenue.

Elle invite les membres à poursuivre la réflexion sur ces pistes, et d'autres qui pourraient s'ouvrir d'ici la prochaine réunion.

La Présidente poursuit sur les perspectives d'évolution en évoquant les précédentes discussions sur la nécessité de changer de modèle. Ainsi, deux pistes sont étudiées :

- Le "modèle César" : suggéré par Alain Rocca. Il s'agirait de créer une structure commerciale détenue à 100% par l'Association, souveraine des décisions commerciales. Ce modèle permettrait de conserver une totale indépendance, tout en ouvrant de nouvelles possibilités sur la gestion financière de la structure.
- La création d'une structure commerciale ouverte à des actionnaires et investisseurs privés sur laquelle l'Association aurait une minorité de blocage. Cette solution nécessiterait cependant un choix scrupuleux des actionnaires..

La Présidente interroge les membres sur ces deux pistes, et les éventuels candidats comme actionnaires qu'ils pourraient connaître et qui seraient proches de la marque.

Concernant le premier modèle, Jérôme Soulet remarque que cette solution engagerait juridiquement les membres du Conseil d'Administration. La Présidente s'interroge par ailleurs : est-ce que ce modèle représenterait un levier suffisant pour obtenir des prêts bancaires ? Est-ce qu'une mutualisation des coûts ne serait pas plus avantageuse ? Denis Carot considère que créer une société en SAS permettrait de desserrer l'étau sur le court terme, tout en rendant plus facile de passer ensuite au deuxième modèle, si besoin était.

Sur le second modèle, Jérôme Soulet explique que cela pourrait permettre de faire entrer un prestataire technique comme actionnaire, mais également une partie des dirigeants ainsi que des actionnaires minoritaires de soutien.

Certains membres sont plus réticents quant à un changement de modèle. Jean-Yves Bloch rappelle que la force politique de LaCinetek réside précisément dans son modèle associatif. Michel Hazanavicius évoque les autorisations bancaires Dailly déjà effectives qui rendent moins urgentes ces questions de transition. Le Délégué Général répond néanmoins qu'en situation de crise, les options d'aides financières sont très limitées, et qu'il faudrait à moyen terme pouvoir s'émanciper de certaines subventions. La Présidente note cependant qu'un accroissement des ressources propres conjugué à une aide au fonctionnement pérenne du CNC devrait pouvoir permettre de conserver le modèle associatif.

La Présidente conclut que ces propositions devront être explorées plus avant après le lancement de la nouvelle offre qui requiert, de la part de la gouvernance et de l'équipe, une grande attention et un temps important.

Dans la perspective de trouver de nouvelles ressources, la Présidente revient sur l'avis négatif des membres quant à une campagne publique de dons lors de la dernière Assemblée Générale. Elle évoque alors la possibilité d'adresser un texte à des publics plus ciblés : des réalisateurs, des passionnés, des philanthropes... Il s'agirait d'expliquer que LaCinetek, pour lancer au mieux sa nouvelle offre dans une période de tension financière, aurait besoin que les concernés relaient l'offre, la portent lors d'entretiens dans les médias, assistent à la fête de lancement du 28 septembre, et apportent éventuellement un soutien financier. Cet appel aurait pour objectif de récupérer les 100 000€ manquants.

Rebecca Zlotowski s'inquiète du caractère d'urgence qu'un tel message pourrait envoyer. Elle propose plutôt de cultiver un désir pour l'offre en demandant de la relayer le plus largement possible à un réseau qualifié.

PF . le

Laurent Cantet revient sur l'idée d'une association « Les Amis de LaCinetek », qui pourrait être, par son régime fiscal, éligible au mécénat. La Présidente remarque qu'un tel projet nécessite un suivi juridique, et Jean-Baptiste Viaud alerte sur la tenue d'une telle association, qu'il faudrait faire vivre par des événements, des réunions, etc. Michel Hazanavicius ajoute qu'ouvrir un club pour demander immédiatement des dons semble peu judicieux.

Enfin, Jérôme Soulet évoque la possibilité pour Gaumont Classique et LaCinetek de collaborer sur une offre commune via un contrat commercial, courant sur une période de 3 à 6 mois par exemple. Le prestataire qui gère le back office de Gaumont Classique pourrait intervenir sur LaCinetek, mais cette collaboration ne pourrait avoir lieu qu'après le lancement de la nouvelle offre.

La Présidente remercie Jérôme Soulet pour cette proposition et conclut en remerciant vivement les membres pour la richesse de ces débats. Elle invite chacun à réfléchir sur ces questions pour la prochaine Assemblée et insiste également sur la nécessité, pour les membres qui ne sont pas en concurrence frontale avec LaCinetek, de participer à la promotion de la nouvelle offre.

L'Assemblée passe enfin aux différents votes.

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport financier, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve à la Présidente de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des membres.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

#### **Résultat – Affectation**

L'Assemblée entérine les comptes de l'exercice clos le **31 Décembre 2022** faisant ressortir **une perte de 195.957 Euros** qu'il conviendrait d'affecter au compte "Report à Nouveau".

Compte tenu de cette affectation, le compte "Report à Nouveau" s'élèverait à **38.321 Euros négatifs** et les fonds propres seraient de **143.464 Euros négatifs**.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des membres.

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée générale approuve le montant de la rémunération de la Présidente, fixé à 25 000 € (vingt-cinq mille euros) pour l'année 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des membres.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée générale approuve le budget ci-joint de l'exercice en cours.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des membres.

### CINQUIEME RESOLUTION

- Monsieur Michel HAZANAVICIUS, représentant de l'ARP, est élu comme administrateur à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés ;
- Madame Agnès LANOE, représentante de la société ARTE France, est élue comme administratrice à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés ;
- Madame Judith REVAULT-D'ALLONNES, représentante du Centre Pompidou, est élue comme administratrice à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés ;
- Monsieur Patrick SOBELMAN, membre personne physique, est élu comme administrateur à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés ;
- Madame Rebecca ZLOTOWSKI, réalisatrice, membre personne physique, est élue comme administratrice à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés ;

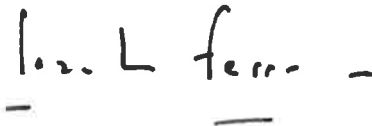
### SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il est dressé le présent procès-verbal de la réunion, signé par la Présidente, le Secrétaire de séance et le scrutateur.

La Présidente, Pascale Ferran



Le Secrétaire de séance, Laurent Cantet



Le Scrutateur, Michel Hazanavicius







Expertise Comptable  
Audit & Conseil

**LA CINEMATHEQUE DES  
REALISATEURS**

68 boulevard de Sébastopol,  
75003 Paris

Levallois-Perret, le 13 juin 2023

Associés  
Commissaires aux comptes

**A l'attention de Madame Pascale Ferrand, Présidente de l'association,**

Valentin DOLIGE

Estelle COLLET

Madame la Présidente,

Nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli un exemplaire de nos rapports de commissaire aux comptes, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Pour la bonne tenue de notre dossier, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire parvenir :

- Une copie du prochain Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Annuelle, accompagnée de sa feuille de présence,
- Une copie du récépissé de dépôt des comptes

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de notre parfaite considération.

Immeuble Allure  
101-109, rue Jean Jaurès  
92300 Levallois Perret  
Tél : +33(0)1 85 78 09 00  
contact@h3p.com

**La Commissaire aux Comptes**

**ORCOM H3P AUDIT**

**Estelle COLLET**

Société de commissaires  
aux comptes membre de la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux comptes de  
Versailles et du Centre

S.A.R.L. au capital de 50.000 €  
RCS NANTERRE : 449 717 032

## **La Cinémathèque des Réalisateurs**

**Association régie par la Loi de 1901  
Siège social : 68 boulevard de Sébastopol**

**75003 PARIS**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

# LA CINEMATHEQUE DES REALISATEURS

Association régie par la Loi 1901

Siège social : 68 boulevard de Sébastopol

75003 PARIS

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale,

### 1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA CINEMATHEQUE DES REALISATEURS, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### 2. FONDEMENT DE L'OPINION

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Plus globalement, les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

### **5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

### **6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois Perret, le 13 juin 2023

La commissaire aux comptes

A stylized signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a horizontal line and a smaller loop.

ORCOM H3P AUDIT

Estelle COLLET



**Bilan association ANC**

Présenté en Euros

<b>ACTIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2022</b> (12 mois)			Exercice précédent <b>31/12/2021</b> (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement	63 516	6 423	57 093	3 285	53 808
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	885 154	638 639	246 515	293 125	- 46 610
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	604 788	418 637	186 151	267 648	- 81 497
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions	2 700	825	1 875	2 415	- 540
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	23 268	18 517	4 751	8 966	- 4 215
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	8 750		8 750	8 750	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 588 176</b>	<b>1 083 041</b>	<b>505 135</b>	<b>584 188</b>	<b>- 79 053</b>
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 545		12 545	17 900	- 5 355
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	180 419		180 419	75 785	104 634
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	105 129		105 129	104 870	259
Charges constatées d'avance	75 381		75 381	96 126	- 20 745
<b>TOTAL (II)</b>	<b>373 474</b>		<b>373 474</b>	<b>294 681</b>	<b>78 793</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 961 650</b>	<b>1 083 041</b>	<b>878 609</b>	<b>878 869</b>	<b>- 260</b>

**Bilan association ANC (suite)**

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2022</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2021</b> (12 mois)	Variation
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	-38 321	34 738	- 73 059
Excédent ou déficit de l'exercice	-195 957	-73 059	- 122 898
Situation nette (sous total)	-234 278	-38 321	- 195 957
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	90 815	68 982	21 833
Provisions réglementées			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-143 464</b>	<b>30 662</b>	<b>- 174 126</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
<b>TOTAL (II)</b>			
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
<b>TOTAL (III)</b>			
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 820	3 674	- 854
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	507 439	456 104	51 335
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	119 357	126 188	- 6 831
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	392 456	262 241	130 215
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>1 022 073</b>	<b>848 207</b>	<b>173 866</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>878 609</b>	<b>878 869</b>	<b>- 260</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2022</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2021</b> (12 mois)	<b>Variation</b>
<i>Engagements donnés</i>			

**Compte de résultat association ANC**

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Produits d'exploitation</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	1 076 254	1 087 639	- 11 385	-1,05
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	788 968	531 606	257 362	48,41
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	2 667	14 126	- 11 459	-81,12
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	28 890	224 953	- 196 063	-87,16
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>1 896 780</b>	<b>1 858 323</b>	<b>38 457</b>	<b>2,07</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	925 222	719 150	206 072	28,65
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	45 143	68 609	- 23 466	-34,20
Salaires et traitements	396 675	344 780	51 895	15,05
Charges sociales	127 648	99 870	27 778	27,81
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	276 179	218 527	57 652	26,38
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	321 870	480 446	- 158 576	-33,01
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>2 092 737</b>	<b>1 931 382</b>	<b>161 355</b>	<b>8,35</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>-195 957</b>	<b>-73 059</b>	<b>- 122 898</b>	<b>168,22</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>				
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Total des charges financières (IV)</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>				
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-195 957</b>	<b>-73 059</b>	<b>- 122 898</b>	<b>168,22</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>				
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>				
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	1 896 780	1 858 323	38 457	2,07
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 092 737	1 931 382	161 355	8,35
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-195 957</b>	<b>-73 059</b>	<b>- 122 898</b>	<b>168,22</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
<b>Total</b>				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
<b>Total</b>				

## Annexes Associations 2023

### PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 878 609,07 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 195 957,44 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

### PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

**Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

**Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

**CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## Annexes Associations 2023 (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 356 332	197 126		1 553 458
Immobilisations corporelles	25 968			25 968
Immobilisations financières	8 750			8 750
<b>TOTAL</b>	<b>1 391 050</b>	<b>197 126</b>		<b>1 588 176</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	792 274	271 425		1 063 699
<b>TOTAL I</b>	<b>792 274</b>	<b>271 425</b>		<b>1 063 699</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	285	540		825
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	14 303	4 214		18 517
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>14 588</b>	<b>4 754</b>		<b>19 342</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>806 862</b>	<b>276 179</b>		<b>1 083 041</b>

*Etat des créances et charges constatées d'avance*

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	12 545	12 545	
Autres créances	180 419	180 419	
<b>Charges constatées d'avance</b>	75 381	75 381	
<b>TOTAL</b>	<b>268 345</b>	<b>268 345</b>	

*Etat des produits à recevoir*

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	5 416
Subventions/financements	94 568
Autres produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>99 984</b>

**Annexes Associations 2023 (suite)****NOTES SUR LE BILAN PASSIF*****Etat des dettes et produits constatés d'avance***

<b>Etat des dettes</b>	<b>Montant total</b>	<b>De 0 à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5ans</b>
Etablissements de crédit	2 820	2 820		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	507 439	507 439		
Dettes fiscales et sociales	119 357	119 357		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	392 456	392 456		
<b>TOTAL</b>	<b>1 022 072</b>	<b>1 022 072</b>		

***Charges à payer par poste de bilan***

<b>Charges à payer</b>	<b>Montant</b>
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	57 820
Dettes fiscales et sociales	37 257
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>95 077</b>

**AUTRES INFORMATIONS**

Les opérations militaires en Ukraine qui ont commencé le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux Etats auront une incidence sur l'économie mondiale. A la date de clôture des comptes, cet évènement n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine de l'association, ni sur sa situation financière ou ses résultats.